



Quels enjeux pour le Sahel ?

Compte-rendu de la conférence avec Jean-Marc Châtaigner
Ambassadeur, envoyé spécial pour le Sahel

21 mars 2019

Présentation de l'ambassadeur

En tant qu'administrateur civil au ministère de la Coopération et du Développement, puis Conseiller des Affaires étrangères, Jean-Marc Châtaigner a occupé différents postes en Afrique ainsi qu'au sein de la représentation permanente de la France aux Nations-Unies. Il a également été ambassadeur de France à Madagascar de 2009 à 2012. Depuis Octobre 2017, il est ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel.

Synthèse

Depuis plus d'une dizaine d'années, les pays de la zone sahélienne sont confrontés à des défis sécuritaires majeurs tels que le terrorisme, la criminalité organisée, les conflits sécuritaires, mais pas seulement. Les pays sahéliens doivent également faire face à un grand nombre de défis environnementaux et climatiques. Pour répondre à ces enjeux, les solutions doivent être d'ordre politique, économique, environnemental et militaire.

Définition géographique du Sahel

Étymologiquement, « Sahel » signifie le bord, le littoral du désert. Néanmoins, définir le Sahel n'est pas chose aisée. La définition est différente selon les géographes, diplomates, militaires, historiens... Nous pourrions néanmoins définir l'espace sahélien comme suit : il s'agit d'une région au sud du Sahara, délimitée par l'espace de la savane ainsi que par le niveau de pluie qui tombe, qui oscille entre 250 et 500mm.

Cet espace bordure, tant de frontières que de passage, est caractérisée par des échanges continuels, qu'ils soient humains ou commerciaux. Il s'agit donc d'un espace composite, influencé par l'Afrique du Nord, l'Afrique noire et par d'autres parties du monde. Ce vaste espace, transversal à tout l'Afrique et qui ne connaît pas de frontières linguistiques ou coloniales, s'étend du Sénégal à l'Érythrée. Cependant, habituellement, cet espace est restreint à l'Afrique de l'Ouest. Les pays sahéliens, s'ils comprennent certes des espaces sahéliens, sont aussi des espaces du Sahara, tels que le Mali ou le Tchad. D'autres, comme le Sénégal ou le Burkina Faso se situent sur la limite géographique inférieure du Sahel.

Contrairement à la pensée commune, le Sahel n'est pas seulement un espace à feu et à sang. Si les images de conflits, de guerre et de terrorisme prédominent, il importe de relativiser. Le Sénégal n'a jamais connu d'attentats terroristes et la Mauritanie n'en connaît plus depuis 2011. Tout comme il y a « plusieurs Afrique » (Afrique noire, Afrique du Nord, Afrique du Sud ...), il y a plusieurs Sahel. La réalité sahélienne est plus complexe qu'un Sahel en guerre, ruiné et en faillite.



Les crises sécuritaires du Sahel

Deux conflits majeurs doivent être répertoriés. Il s'agit tout d'abord du conflit malien, qui prend ses racines dans les années 2000 avec le développement d'un terrorisme importé d'Algérie. Quant à la deuxième zone de conflit, elle se situe au nord du Nigéria (elle s'est depuis étendue dans les pays frontaliers du Nigeria au Niger, Tchad et Cameroun), avec la mouvance terroriste de Boko Haram. Ces deux menaces terroristes ne constituent pas des foyers isolés en Afrique, et notamment dans l'espace sahélien. De nombreux autres pays africains sont confrontés à cette menace continue, comme la Somalie, l'Algérie, la Libye ou même l'Égypte.

Les causes de ces conflits sont multiples, combinant des facteurs exogènes et endogènes. Commençons par les premiers. Quant à la nature des causes des conflits, nous pouvons tout d'abord citer les origines historiques, avec la crise algérienne des années 1990 en premier lieu. Au cours de cette période, les affrontements sont violents entre les militaires et terroristes algériens. Ces derniers s'installent au sud du pays, voire au nord du Mali dès le début des années 2000.

Au même moment, Mokhtar bel Mokhtar, leader terroriste algérien lié à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et à Ben Laden, s'installe dans le nord Mali, pour des raisons initialement commerciales. « Mister Marlboro » y développe des trafics, cherche des alliances locales et s'affilie à d'autres groupes terroristes. En lien avec des groupes mafieux, il popularise le commerce d'enlèvement d'otages occidentaux contre rançons enfin de financer ses groupes. Ces actions ont des conséquences sur le commerce dans les zones qu'ils contrôlent. Certains groupes terroristes ne sont pas impliqués dans la gestion des trafics mais demandent des droits de passage.

Une autre cause de ces conflits s'incarne dans la crise libyenne de 2011, avec le renversement de Kadhafi. Il avait rassemblé autour de lui une légion islamique constituée de jeunes combattants, des mercenaires. Après la chute de leur mentor, ces derniers se sont retrouvés au chômage, sans aucune perspective d'évolution en Libye. Cependant, en raison de leur activité militaire, ils disposaient d'un grand stock d'armes. Originaires du Tchad, du Mali et du Niger, ils décident de rentrer dans leur pays, emportant avec eux leurs armes. Au Niger, le président exige leur désarmement, ce qui n'est pas le cas du président malien, Amadou Toumani Touré (ATT). Ces mercenaires renforcent ainsi les groupes déjà installés dans le nord du Mali.

La religion est également une cause poussant à l'instabilité. La compétition religieuse est bien présente, notamment depuis une quarantaine d'années. Des prêcheurs wahhabites viennent du Moyen-Orient prôner diverses formes d'islam (souvent plus radical et intégriste que l'Islam local). Pour l'Arabie Saoudite, tout comme pour l'Iran ou d'autres pays du golfe, l'Afrique est un enjeu



d'influence important car elle est une terre d'expansion de l'islam et a une démographie importante.

Ces facteurs exogènes se sont accumulés à des phénomènes plus anciens tels que les politiques d'ajustement structurel promus dans les années 1980 et 1990 par les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale) qui ont largement contribué à démanteler les services publics et à fragiliser des appareils étatiques déjà souvent très faibles.

À ces premières causes déstabilisatrices s'ajoutent des facteurs endogènes. Ces derniers sont d'abord historiques. Le Mali a connu des rébellions Touaregs en 1963, 1991/1996, 2006 et en 2011. La mauvaise gouvernance des appareils administratifs contribue également à la détérioration interne, facilitant l'emprise des terroristes sur ces territoires. De plus, la corruption et le clientélisme sont prégnants entre les membres de certaines autorités officielles (de nombreux observateurs relèvent notamment la dégradation de la situation au Mali lors du second mandat du Président Amadou Toumani Touré), les groupes mafieux et/ou terroristes. Nombreux sont ceux qui s'impliquent dans les trafics illégaux. Prenons l'exemple du trafic d'armes.

Ces dernières viennent de Libye mais pas seulement. Boko Haram les récupère dans les actions militaires menées contre les armées nigérianes. Les trafics constituent donc un facteur déstructurant du fonctionnement d'un certain nombre d'administrations et d'États. Du trafic de drogue (hachich, cocaïne) au trafic d'humains, en passant par celui de médicaments, les réseaux mafieux et illicites appuient leur emprise.

Pourquoi devient-on terroriste ? Pourquoi adhère-t-on à une telle idéologie ? Les raisons sont multiples. L'injustice constitue le premier facteur. Ce sentiment touche directement les personnes concernées avec le comportement parfois violent des forces de l'ordre ou encore l'absence de justice rendue. La pauvreté et la misère sont le deuxième motif. Devenir terroriste symbolise l'accès à un certain statut social. Il y a une volonté d'ascension sociale. L'aspiration religieuse ne serait, quant à elle, que la troisième raison qui pousserait les jeunes et moins jeunes à embraser la cause terroriste. Au sein des groupes combattants, le facteur religieux n'apparaît qu'en dernière position.

La société interconnectée telle qu'elle est aujourd'hui change aussi la nature des choses au Sahel. Nous vivons dans un monde de communication immédiate, fortement utilisée par les groupes terroristes. Amadou Koufa « nage » sur les réseaux sociaux et y appelle à la mobilisation de l'ethnie peule, en instrumentalisant les violences intercommunautaires. À travers cette stratégie, les groupes terroristes ont une portée au moins régionale.



Face à ces multiples défis sécuritaires, quelles réponses apporter ?

Il y a trois niveaux de réponse, voire quatre :

- *La première s'incarne au niveau politique. La discussion politique, la prévention, la gestion et la sortie de crise doivent être étudiées de manière plus profonde car indispensables. Le dialogue est primordial dans toute crise. Pour ne donner qu'un exemple, la situation préoccupante au Centre Mali, doit faire l'objet d'une médiation politique beaucoup plus importante qu'elle ne l'est actuellement (le Centre Mali n'est pas couvert par l'Accord de Paix d'Alger).*
- *Une seconde réponse doit être apportée au niveau sécuritaire. L'aide internationale ne doit pas faiblir. Il faut stopper l'action de ces groupes terroristes. C'est à cet égard qu'ont été mises en place successivement les forces Serval et Barkhane, cette dernière ayant pris la succession de la première en 2014. L'action de Barkhane est française et internationale. A titre d'exemple, le Royaume-Uni et le Danemark fournissent des équipements à Barkhane et les Américains du renseignement.*

Des forces onusiennes sont mises en place comme la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). Mais ces aides ont pour objectif d'être progressivement reprises à leur compte par les pays africains eux-mêmes. Ainsi en témoigne la force conjointe du G5 Sahel dont l'objectif est de prendre le relai des forces internationales.

- *Le troisième niveau à ne surtout pas négliger est le développement. Il s'agit d'une réponse à mettre en place sur le long terme. L'injustice et la mauvaise gouvernance, pour ne citer qu'elles, constituent de grands enjeux. Les terroristes prennent appui dessus pour promouvoir leur idéologie et attirer un plus grand nombre de combattants.*

Les pays sahéliens sont d'une très grande pauvreté mais regorgent de richesses, qui ne sont pas simplement minérales comme certains voudraient le faire croire (le Sahel n'est pas un objet de compétition entre grandes puissances et ce qui est frappant quand on regarde la situation au Mali, c'est la grande unanimité du Conseil de sécurité sur la situation qui y prévaut). Beaucoup de terres arabes ne sont pas exploitées alors qu'elles pourraient nourrir le monde entier. C'est pourquoi la réponse à apporter concerne aussi le développement.



Avec une population en constante augmentation et des dizaines de millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail et ne trouvent pas d'emplois dans les secteurs industriels, traditionnels et tertiaires, il importe d'agir pour l'emploi rural, urbain, semi-urbain. Enfin, la gestion de l'espace entre des populations qui se le disputent est un défi majeur. Nous pouvons citer à titre d'exemple le Lac Tchad où la gestion régulée et équilibrée des différentes ressources est une priorité (qui ne se résume pas à l'idée fausse que le Lac Tchad serait en train de disparaître, la densité des populations qui l'entoure ne cesse en revanche de s'accroître). Des conflits voient alors le jour, entre les éleveurs et les populations sédentaires au Nigéria, ou entre les Peuls et les Dogons au Mali.

- *Un quatrième niveau est bien celui des droits, à travers les droits économiques et sociaux (l'accès à l'école, aux services de santé, agir pour que les femmes sahéniennes n'aient pas 400 fois plus de « chance » de mourir en couches qu'une femme européenne...), mais aussi la dimension des droits politiques et le droit à une juste représentation.*

Questions & réponses

Vous avez parlé des 4D : diplomatie, développement, défense et droit. Que propose la France en termes de droit ?

Le droit est important pour la justice et les gouvernements. Il s'inscrit dans les objectifs de développement durable et la possibilité d'accès à tous aux droits sociaux de base : éducation, santé, nourriture ... Il faut reconnaître ces droits aux populations sahéniennes. Quant aux droits politiques, ce n'est pas à nous, Occidentaux, de donner des leçons de bonne gouvernance. Néanmoins, il faut reconnaître les droits au gens de décider de leur gouvernance politique.

Concernant l'influence de l'Afrique du Nord sur la région sahénienne, qu'en est-il de l'Algérie ? Est-ce un allié du Mali ? Est-ce que l'on peut redouter que ce soit un élément de déstabilisation ?

L'Algérie est un partenaire incontournable de la crise au Sahel. Souvenons-nous des accords de paix d'Alger. Sans l'implication régionale de l'Algérie, il n'y a pas de solution possible au Mali, leur soutien et coopération étant nécessaire. On ne peut pas évaluer les impacts de la crise politique algérienne actuelle sur la situation au Sahel, mais de toute façon l'Algérie restera un acteur essentiel dans toute évolution de la région.

Qu'en est-il de la présence de la Chine en Afrique ?



La Chine est présente au Sahel, davantage pour des raisons opportunistes liées à l'accès à certaines ressources naturelles (les entreprises chinoises sont actives dans la recherche de permis d'exploitation pétrolière) que pour des raisons stratégiques. Elle ne cherche pas à y jouer un rôle politique majeur mais plutôt un rôle commercial. Elle s'est fortement engagée en appui au G5 Sahel.

Au-delà de l'Etat Islamique (EI), quelles sont les chances que les terroristes fondent un état islamique unifié ?

La probabilité d'un EI unifié me semble assez faible mais la mise en place d'actions communes est envisageable. Les groupes terroristes qui agissent au Sahel ont une nature très hybride : ils se revendiquent d'une internationale terroriste liée à Daesh mais ils s'enracinent dans le même temps dans des contextes locaux en tentant de jouer des clivages ethniques et des oppositions territoriales. Leur ennemi, c'est l'Etat.

Comment sont financés la force Barkhane et le G5 Sahel ? Y a-t-il des réticences européennes ?

Il n'y a pas de réticences européennes quant au financement des forces armées et d'aide pour le Sahel. Barkhane est une opération française donc financée majoritairement par la France mais certains États viennent d'eux-mêmes apporter une contribution financière. Cette opération est remarquable sur deux points : se défendant très bien, les pertes sont peu nombreuses. De plus, elle est exemplaire dans le respect des normes internationales humanitaires. L'engagement européen en faveur du G5 Sahel est massif et généralisé : l'Europe finance notamment la formation des forces militaires au Mali (EUTM) et de sécurité (EUCAP Niger et EUCAP Mali) ; elle appuie le financement la force conjointe du G5 Sahel à hauteur d'un quart de son budget initial (100 millions d'Euros de la facilité africaine de paix, auxquels il faut ajouter d'importantes contributions bilatérales des États membres) ; elle participe par le truchement des contributions aux OMP à une large part du financement de la MINUSMA.

Comment l'armée française est-elle contrainte s'adapter aux changements climatiques à venir au Sahel ?

Elle doit s'adapter à des conditions de terrain très difficiles, avec un climat qui fait souffrir à la fois les Hommes et les matériels. Au-delà dans les trente prochaines années, l'impact du réchauffement climatique au Sahel sera majeur, avec une hausse moyenne de la température qui y dépassera 4 à 5 degrés (même si les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat étaient respectés). Les températures moyennes risquent un jour de dépasser les 50°C au Sahel, ce qui pourrait provoquer une chute catastrophique de la productivité agricole.



Est-ce que le Sahel est une terre d'enjeux internationaux ?

L'intérêt des puissances internationales au Sahel est variable. Les Américains ne considèrent sans doute pas le Sahel comme une zone stratégique majeure. Les intérêts européens sont les plus importants dans cette région. Les enjeux sécuritaires de lutte contre le terrorisme sont primordiaux et contribuent à expliquer la position française. En effet, il s'agit d'une terre proche à la fois culturellement et géographiquement parlant. De plus, l'aspect migratoire est une donnée majeure pour un certain nombre de nos partenaires comme l'Allemagne. La crainte de flux migratoires importants, si l'instabilité s'y poursuit et s'y enracine, est forte.

De quelle manière la Mauritanie a-t-elle pu répondre à ces enjeux ? Y a-t-il une école mauritanienne ?

Les Mauritaniens sont fiers de la manière dont ils ont géré la prévention du terrorisme sur leur sol. Ils revendiquent une méthode particulière de gestion des groupes ou des individus tentés par le terrorisme qui permettrait leur dé-radicalisation, en les confrontant au message fondamental de paix du Coran. Ils sont également fiers de la bonne structure de leur territoire, de la gestion des points d'eau et défendent le fait qu'ils ont une bonne armée. Néanmoins, chaque région a ses propres dynamiques de populations et institutionnelles. C'est pourquoi ces méthodes ne s'adaptent pas à tous les pays. Le Mali et le Niger pourtant comparables sur de nombreux points, n'ont absolument pas géré la crise de la même façon. De ce fait, nous pouvons dire qu'il y a effectivement un modèle mauritanien. Toute la question est donc de savoir si ce modèle est exportable.

Alysée Raganot

Membre associée du comité Moyen-Orient et Monde arabe

Coline Grillo

Membre du comité Moyen-Orient et Monde arabe
111e Séminaire Jeunes – Lille 2019

Pour plus d'information sur les activités du comité Moyen-Orient et Monde arabe et du comité Afrique :

**Moyen-orient@jeunes-ihedn.org
Afrique@jeunes-ihedn.org**

